

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 15 septembre 2022**  
(Convocation du 07 septembre 2022)

Aujourd'hui, le 15 septembre 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	52
• Voix	321
<b>Présents</b>	
• Nombre	26
• Voix	132
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	15
• Voix	134
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	41
• Voix	266
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



**OBJET : Programme d'actions - Risques fluviaux - Programme d'actions 2022 - Ajustement de programme - Fiche n° 14 ter - Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise**

**Exposé des motifs :**

Lors de sa réunion du 8 décembre 2021, le comité syndical a adopté le programme d'actions 2022 de l'établissement, dont notamment la fiche n° 14 relative à l'animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise (année 2022). Par décision en date du 23 mars 2022, le comité syndical a approuvé la modification du plan de financement prévisionnel de cette opération, prenant en compte la sollicitation de la participation du Département des Landes à hauteur de 50% du reste à charge.

Ce plan de financement inclut également un cofinancement de l'État au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs, pour lequel une demande initiale avait été déposée. Après instruction de ce dossier de demande de subvention, une subvention maximale de 24 000 € a été accordée par arrêté attributif du 17 mai 2022 après application d'un taux d'aide de 40 %.

Toutefois, lors d'échanges récents avec les services de l'Institution Adour, le service instructeur de la DDTM des Landes a relevé la non éligibilité de certains coûts (frais de communication, frais indirects prévisionnels, éventuelles indemnités de stage), au regard du cahier des charges PAPI 3 qui prévoit, en animation, la seule prise en charge du salaire du chargé de mission PAPI intégrant frais de déplacement et d'encadrement.

Ainsi les dépenses éligibles au titre du FPRNM pour l'année 2022 ont été évaluées à 50 000 € TTC. Considérant ces coûts effectivement retenus par l'État, il convient d'ajuster en conséquence le plan de financement prévisionnel de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel modifié pour cette opération (coût total prévisionnel 62 023 € TTC) s'établit comme suit :

Organisme	Dépenses éligibles TTC	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	62 023 €	40 %	24 809,20 €
État (fonds Barnier)	50 000 €	40 %	20 000,00 €
Autofinancement			17 213,80 €
<b>TOTAL</b>			<b>62 023,00 €</b>

La répartition du reste à charge s'établit comme suit entre le Département des Landes et les EPCI-FP concernés :

	Département 40	EPCI-FP (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) *
<b>Animation</b>	8 606,90 € (50%)	8 606,90 € (50%)

\* La répartition entre les EPCI-FP concernés est calculée par application de la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.



Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 % *	6 560,18 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 % *	728,14 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 % *	1 125,78 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 % *	192,80 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>8 606,90 €</b>

\* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.

Il convient d'ajuster en conséquence la fiche n°14 bis relative à l'animation du PAPI de l'agglomération dacquoise en intégrant cette modification.

Vu la convention en date du 7 août 202 établie entre l'Institution Adour, la communauté d'agglomération Grand Dax et les communautés de communes Terre de Chalosse, Pays tarusate et Marenne Adour Côte-Sud et ses avenants successifs,

Vu la délibération n°2021-CS-134 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour approuvant le programme d'actions 2022 dont notamment la fiche n°14,

Vu la délibération n°2022\_CS\_10 en date du 23 mars 2022 de l'Institution Adour approuvant la modification de la fiche n°14 (devenue fiche n°14 bis),

Considérant les échanges avec les services de l'État sur l'éligibilité des coûts d'animation,

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver ce plan de financement ainsi modifié, pour l'opération « Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - année 2022 »,
- d'approuver la fiche n°14 ter en remplacement de la fiche n°14 bis dans le programme d'actions 2022,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants et à signer les documents afférents.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération



Fait et délibéré le 15 septembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

## FICHE DE PROPOSITION n° 14 ter

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

**Type d'opération :**

Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**

Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - année 2022

**Zone d'influence :**

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (28 communes)

**Description de l'opération :****Origine**

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI de Dax, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L.566-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L.566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte l'Institution Adour a décidé, en accord avec la communauté d'agglomération Le Grand Dax Agglomération d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration de la SLGRI du TRI de Dax.

Lors du comité de pilotage du 3 mai 2016, la SLGRI du secteur dacquois a été validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation. Le dossier a été déposé en novembre 2019 et a reçu un avis favorable des instances de labellisation. La mise en œuvre du PAPI a démarré le 16 septembre 2020.

Le périmètre du PAPI a été étendu aux communes d'Audon et de Tartas à partir de 2022.

### **Buts**

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

### **Contenu**

203 jours d'animation

### **Interventions antérieures :**

De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigeant que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et devrait se terminer au premier trimestre 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois.

L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

Le dossier de candidature du PAPI a été déposé fin novembre 2019. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020 puis en commission mixte inondation le 3 juillet 2020. Les actions du programme ont pu débuter à partir du 16 septembre 2020, date de signature de la convention cadre du PAPI.

### **Maître d'œuvre :**

Institution Adour

### **Echéance - Délais :**

Durée de l'opération : 6 ans à partir du 16/09/2020

### **Coût de l'opération : 62 023 € TTC**

Dépenses de personnel	Salaires et charges	47 412 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	7 111 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>62 023 €</b>



**Plan de financement prévisionnel :**

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	40 %	24 809,20 €
État (fonds Barnier)*	40 %	20 000,00 €
Département des Landes	10,65 %	8 606,90 €
EPCI-FP (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) **	10,65 %	8 606,90 €
<b>TOTAL</b>		<b>62 023,00 €</b>

\*Lors d'échanges récents avec les services de l'Institution Adour, le service instructeur de la DDTM des Landes a relevé la non éligibilité de certains coûts (frais de communication, frais indirects prévisionnels, éventuelles indemnités de stage), au regard du cahier des charges PAPI 3 qui prévoit, en animation, la seule prise en charge du salaire du chargé de mission PAPI intégrant frais de déplacement et d'encadrement. Ainsi les dépenses éligibles au titre du FPRNM pour l'année 2022 ont été évaluées à 50 000 € TTC.

\*\* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

**Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :**

	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %*	6 560,18 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %*	728,14 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %*	1 125,78 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %*	192,80 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>8 606,90 €</b>

\* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.



## Plan de situation :

